

## Finance Montréal

### La grappe financière du Québec

Une industrie financière solide et dynamique est un précieux atout pour l'économie et la société en général. Elle contribue de façon significative à l'activité économique en raison de son importance comme source d'emplois directs stables et de création de valeur. Elle exerce aussi un puissant effet d'entraînement par ses achats considérables auprès d'un grand nombre de fournisseurs. Plus remarquable encore est sa capacité d'offrir des services financiers de qualité, à moindre coût et facile d'accès, aux particuliers comme aux entreprises pour la réalisation de leurs projets, ce qui fait de cette industrie un rouage essentiel du bon fonctionnement de notre économie.

L'apport du secteur financier au dynamisme des villes qui disposent d'une masse critique d'entreprises, est généralement reconnu. C'est la raison pour laquelle des efforts de concertation au sein de l'industrie et en étroite collaboration avec les autorités publiques se multiplient au Canada et partout sur la planète. Chacun essaie de profiter de l'essor de l'industrie financière avec, pour toile de fond, sa dimension globale et le nouveau contexte provoqué par la crise financière.

Le principal objectif de **Finance Montréal** est de s'inscrire dans ce mouvement, de susciter des initiatives et un contexte d'affaires qui visent à renforcer un secteur financier déjà considérable et diversifié, à déployer de nouvelles activités – notamment à forte valeur ajoutée – et à encourager la création de nouvelles entreprises et l'installation de sociétés d'envergure internationale au Québec.

Dans ce contexte la vision et la mission pourraient s'exprimer comme suit :

Vision : Que le Québec, et Montréal en particulier, soit reconnu comme une place financière forte en Amérique du Nord.

Éléments de mission :

- susciter des initiatives prometteuses et innovantes tout en s'assurant de leur réalisation;
- faciliter le dialogue et la concertation au sein du secteur financier, et entre celui-ci et le gouvernement et ses organismes à vocation économique de même que les établissements d'enseignement, afin de dégager des voies d'excellence;
- stimuler l'innovation, le développement des entreprises existantes et la création de nouvelles entreprises pouvant desservir, à partir du Québec, aussi bien le marché local que les marchés pancanadiens, nord-américains ou internationaux;
- favoriser la synergie et soutenir les intérêts des partenaires de la grappe financière du Québec;
- assurer le rayonnement de la grappe financière sur les scènes locale, nationale et internationale;
- améliorer l'environnement d'affaires pour que le secteur financier atteigne son plein potentiel (taxation, réglementation, qualité de vie, sécurité, etc.).

## L'industrie financière québécoise du point de vue des consommateurs

L'industrie québécoise des services financiers est diversifiée et possède des racines relativement profondes. Du point de vue des consommateurs, les Québécois disposent d'un excellent accès aux produits financiers de proximité. Ainsi, par tranche de 100 000 habitants, on dénombre 29,5 succursales bancaires et caisses d'épargne plein service répondant aux besoins de financement, de transaction et d'épargne des particuliers et des PME. À titre de comparaison, ce ratio s'élève à 25,7 en Ontario, c'est-à-dire 13 % de moins qu'au Québec.

La distribution des produits d'assurance est également performante. D'une part, elle s'opère au moyen d'une multitude de canaux, allant de la demande en ligne à la visite à domicile d'un courtier, en passant par les établissements du mouvement coopératif qui peuvent offrir sur place une panoplie des produits d'assurance, une particularité toute québécoise. D'autre part, il s'agit d'une industrie assez peu concentrée où plusieurs assureurs se livrent une vigoureuse concurrence. Les comparaisons interprovinciales sont encore une fois avantageuses pour le Québec :

- 54 % des ménages québécois détiennent une assurance vie, ce qui est supérieur au taux de 41 % qu'affiche l'Ontario;
- 62 % des locataires québécois souscrivent à une assurance habitation, comparativement à un faible pourcentage de 34 % en Ontario.

Les Québécois ont aussi l'embarras du choix quand vient le moment d'investir. On recense en effet 23 500 représentants en épargne collective (fonds communs), 10 600 courtiers et conseillers en valeurs mobilières et 4 800 détenteurs du titre de planificateur financier.

Le Québec tire également profit de la présence d'institutions financières fortement ancrées sur son territoire. Des institutions, comme le Mouvement Desjardins, la Banque Nationale et la Banque Laurentienne, tiennent le haut du pavé dans le secteur de l'intermédiation financière. Leur part combinée de marché au sein des institutions avec un réseau de succursales offrant tous les services oscille entre 60 et 65 % pour les particuliers, varie de 65 à 70 % pour le crédit commercial avec des autorisations de moins de 5 millions de dollars et avoisine les 50 à 55 % pour le crédit dépassant ce seuil.

En ce qui a trait à l'assurance, 60 % des primes d'assurance de biens sont souscrites par des entreprises ayant leur principal établissement au Québec. Pour l'assurance de personnes, la part correspond à 52 %. Le « degré de contrôle » des entreprises québécoises est aussi très élevé pour la planification financière. Le courtage de valeurs mobilières effectué par les grandes institutions pour les particuliers atteint 43 %, auquel il faudrait ajouter l'actif géré par la centaine de petites maisons de courtage québécoises.

Par ailleurs, les entreprises canadiennes et étrangères sont très présentes sur le marché québécois des services financiers de proximité. Pour soutenir la concurrence de nos institutions elles doivent se démarquer en proposant leurs meilleurs produits, tout en les adaptant aux caractéristiques du marché québécois.

Les consommateurs québécois sont donc bien servis par une organisation industrielle où se côtoient des entreprises de divers horizons, comme des coopératives, des boutiques de services financiers, des mutuelles et de grandes entreprises cotées en Bourse, qui ont chacune leur ambition et leur stratégie d'affaires.

À l'image du Canada dans son ensemble, ces institutions sont solides et bien capitalisées et elles ont contribué à aplanir les effets de la crise financière.

## Le point de vue de l'industrie financière

La santé d'une industrie financière bien implantée dans son *marché naturel* va au-delà de sa réussite à bien servir la clientèle de ce marché. Elle s'évalue sous l'angle des emplois créés et de leur qualité, de la valeur ajoutée, de l'efficacité opérationnelle, de sa capacité de croître avec succès sur de nouveaux marchés, de maîtriser les risques inhérents de son métier et, bien sûr, en matière de rentabilité.

Selon les dernières évaluations<sup>1</sup> de l'Institut de la statistique du Québec, le secteur de la finance et des assurances totalise 145 300 emplois directs sur une base annuelle. Les entreprises d'intermédiation financière sont les plus grandes pourvoyeuses avec 78 600 emplois, ce qui représente 54 % du total, suivies des assureurs avec 46 700 employés (32 %) et des autres métiers, comme le courtage et la gestion de fonds, qui emploient 20 100 personnes. À ce nombre, on pourrait ajouter les 16 900 personnes qui travaillent dans le secteur connexe de la location et du crédit-bail.

Le secteur de la finance et des assurances a créé 15 000 nouveaux emplois entre 2004 et les 12 mois se terminant en juin 2010, ce qui traduit une croissance de 12 % ou 2 % annualisés. Les trois types d'entreprise ont connu une augmentation notable de leur embauche : 13 % pour les intermédiaires, 7 % pour l'assurance et 16 % pour les entreprises de courtage, d'investissement et autres.

À l'égard du PIB, l'industrie financière pèse 14,5 milliards en dollars constants de 2002 et, de 1997 à 2009, elle a connu une hausse annualisée réelle de 3 %. L'intermédiation financière est le principal secteur d'activité avec 56 % du total, suivi de l'assurance (33 %), puis du courtage et de l'investissement (11 %).

Il s'agit donc d'une grande industrie pour le Québec, puisqu'elle représente quelque 5,9 % du PIB et 4,3 % de l'emploi. Dans le PIB régional, le secteur financier contribue à l'activité de Montréal à hauteur de 6,8 % et à celle de Québec pour 9,4 %.

Une industrie financière dynamique sous-entend aussi un contexte d'affaires propice au progrès de ses participants avec une ou plusieurs places d'affaires possédant les caractéristiques suivantes :

- un large bassin de ressources humaines mobiles, expérimentées et bien formées;
- un foisonnement de petites et moyennes entreprises occupant des créneaux spécialisés et qui sont souvent la source d'innovations;
- des infrastructures de marché dont tous tirent profit, comme les Bourses;

---

<sup>1</sup> Les données d'emploi présentées dans ce document ont été corrigées pour tenir compte d'une aberration statistique apparue en 2009 dans les données de Statistique Canada en ce qui a trait à l'emploi du secteur de l'assurance.

- un cadre institutionnel et réglementaire prudent mais suffisamment flexible pour encourager la liberté d'entreprise;
- un vaste réseau de fournisseurs de services auxiliaires, qui contribuent autant à des opérations plus efficaces qu'à la livraison de services plus complexes;
- l'implantation d'entreprises venant d'autres horizons, aussi bien pour desservir le marché local que pour servir de plateforme pour des activités plus étendues;
- la capacité et la volonté des entreprises présentes sur le territoire de percer d'autres marchés et de profiter des changements dans l'industrie à l'échelle continentale, voire mondiale, pour mettre en valeur d'autres expertises et créer de nouvelles activités.

## Montréal, le centre financier du Québec

Montréal constitue la plaque tournante de l'industrie financière au Québec en raison du nombre d'entreprises et d'emplois, de la taille de ces entreprises et, surtout, de la diversité des activités qu'elle offre. Montréal est aussi le siège des grandes institutions, comme la Bourse de Montréal, la Caisse de dépôt et placement du Québec, le groupe Power et les banques Nationale et Laurentienne. De même, elle accueille un grand nombre d'opérations d'acteurs québécois importants n'ayant pas leur siège social à Montréal, tels que le Mouvement Desjardins et des sociétés d'assurance. Enfin, les sociétés ayant leur siège social ailleurs qu'au Québec conduisent en grande majorité leurs opérations québécoises, voire canadiennes, à partir de la métropole du Québec.

Montréal est aussi reconnue comme centre financier à l'échelle internationale. La *City* de Londres a ainsi mandaté le cabinet londonien d'études financières Z/Yen Group pour effectuer un classement semestriel des centres financiers dans le monde au moyen d'un indice.

*This index monitors the perspectives of market practitioners and regulators located across the world on the position of their own and other international financial centres. The report uses a combination of questionnaire responses and underpinning data to monitor and analyse the way that perceptions of financial centres are shaped.*

Selon le rapport<sup>2</sup> dévoilé en septembre dernier, Montréal se situe au 25<sup>e</sup> rang des places mondiales de la finance. Il s'agit bien sûr d'une évaluation en partie subjective, une dimension qui ne peut pas être ignorée lorsque l'on parle de renommée et d'attrait d'une place financière. À titre de comparaison, Toronto occupe la 12<sup>e</sup> position. Cette étude révèle que Montréal devance Amsterdam (33<sup>e</sup> rang) et Madrid (39<sup>e</sup> rang), qui sont les sièges d'institutions financières internationales, ce qui peut rassurer d'une certaine manière le milieu financier montréalais.

Évidemment, on ne peut pas s'empêcher de comparer Montréal avec Toronto, et le Québec avec le reste du Canada. Au regard de l'emploi, le Québec compte 22 % des emplois canadiens du secteur de la finance et des assurances, c'est-à-dire presque autant que sa part dans l'emploi total (23 %). Le secteur de l'assurance fait encore meilleure figure avec 24 % de l'emploi canadien, dépassant l'intermédiation financière (22 %) et le secteur des valeurs mobilières et du placement (16 %). En dépit du pouvoir d'attraction de Toronto, où

---

<sup>2</sup> *The Global Financial Centres Index 8, September 2010.* Voir <http://www.zyen.com/long-finance/global-financial-centres-index-gfci.html>

sont concentrés les emplois de sièges sociaux des entreprises financières pancanadiennes, le Québec conserve une part intéressante des emplois financiers.

Le défi du Québec, et donc de Montréal, se situe dans un autre domaine : celui de la valeur ajoutée. Pour l'ensemble du secteur de la finance et des assurances, la valeur ajoutée par travailleur est significativement plus faible au Québec qu'en Ontario.

La différence constatée peut avoir pour origine plusieurs facteurs, comme :

- la concentration des activités à forte valeur ajoutée en Ontario, notamment celles liées aux activités des sièges sociaux, au financement des entreprises, à la gestion de fonds et aux opérations de trésorerie et d'arbitrage;
- une plus faible taille et, par conséquent, de moindres économies d'échelle;
- une représentation insuffisante parmi les entreprises spécialisées, souvent des PME employant des professionnels de haut niveau.

**Finance Montréal** devra s'attaquer en priorité aux défis suivants :

- stimuler la croissance et l'apparition d'activités financières à forte valeur ajoutée;
- créer de meilleures conditions à l'émergence d'entreprises spécialisées, souvent innovatrices;
- s'assurer d'un afflux constant de jeunes diplômés formés dans des établissements de grand savoir et qui comptent dans leurs rangs des formateurs à la fine pointe de leur discipline;
- tirer partie des changements de l'environnement des marchés et de l'industrie.

## Les traits distinctifs du secteur financier au Québec

Un certain nombre de traits distinctifs caractérisant l'industrie financière québécoise peuvent se révéler comme étant autant d'atouts pour notre économie.

Une solide assise sur le marché québécois Les entreprises dont le *mind and management* est implanté au Québec occupent une part substantielle du marché. Qui plus est, le succès de la plupart de ces entreprises repose en grande partie sur leur résultat sur le marché québécois. Cette organisation industrielle crée une saine rivalité et Finance Montréal est l'instrument idéal pour y ajouter le volet d'une coopération fructueuse pour tous.

L'importance du volet coopératif Avec le Mouvement Desjardins comme figure de proue, la coopération est une valeur au Québec. Elle produit un fort capital de sympathie, qui se traduit par une bonne perception de la part de la population à l'égard de l'industrie dans son ensemble.

Une présence imposante sur le marché des produits dérivés Le négoce canadien, sous forme de contrats boursiers, est concentré à la Bourse de Montréal. Il s'est greffé autour de cette institution de nombreuses petites entreprises et une expertise que l'on pourrait utiliser pour mettre en valeur de nouveaux marchés, comme celui du carbone.

Une grande expertise en gestion de fonds Grâce à la Caisse de dépôt et placement du Québec, à l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP) et à des caisses de retraite prépondérantes, comme celles du CN et de Bell Canada, Montréal fait preuve d'une grande maîtrise en gestion de fonds. De

nombreuses boutiques de services financiers côtoient des gestionnaires de première importance, comme Fiera Sceptre et Jarislowsky Fraser, qui emploient des professionnels aguerris.

L'existence d'un second pôle à Québec en raison de la localisation du siège social de Desjardins et de ceux de plusieurs assureurs lesquels emploient 9100 personnes.

Un Centre Financier International qui procure une structure compétitive d'accueil pour les entreprises et les professionnels œuvrant à l'international.

La présence de grandes entreprises de services dans les technologies de l'information, dont certaines ont une pratique importante dans l'impatriation pour l'industrie financière.

La présence de plusieurs établissements renommés de haut savoir alimentant l'industrie en nouveaux talents et dont certains, comme l'Institut de finance mathématique de Montréal, coopèrent étroitement avec l'industrie.

Un apport diversifié en capital de risque où se côtoient des sources publiques comme Investissement Québec, des fonds spécialisés privés et les fonds des travailleurs.

La présence d'un régulateur intégré (l'Autorité des marchés financiers), le modèle intégré du Québec (assurances, valeurs mobilières, planificateurs, éducation, etc.) étant unique au Canada. Il situe le Québec avantageusement par rapport à certains enjeux, notamment la gestion des risques systémiques.

Le succès de **Finance Montréal** sera largement tributaire de sa capacité de transformer ces caractéristiques en avantages comparatifs au moyen d'initiatives qui profiteront à tous.

## Le plan d'action de Finance Montréal

Le plan d'action à court terme de **Finance Montréal** devrait comprendre les éléments suivants :

- une évaluation plus approfondie des forces et des faiblesses de l'industrie financière et de sa position concurrentielle, y compris un recensement des entreprises présentes à tous les niveaux de la chaîne de production;
- un inventaire des propositions d'initiatives issues du milieu;
- un examen des initiatives proposées en vue de constituer, le cas échéant, de futurs chantiers.

Les principales tâches à accomplir consisteront à procéder avec rigueur à l'analyse de notre capacité à réaliser ces initiatives, à évaluer leurs effets attendus, à décider des mesures à prendre, des ressources à consacrer et du calendrier de leur réalisation. Ces initiatives devront faire l'objet d'un consensus et être associées à des résultats concrets et chiffrés.

Pour être couronnée de succès, la démarche orientée vers les grappes dites de rayonnement doit être ouverte et centrée sur la conquête de nouveaux marchés. En créant des conditions plus propices à l'arrivée de nouveaux acteurs, le jeu de la concurrence entre les institutions s'élèvera d'un cran. En renforçant les entreprises actives au Québec, en élargissant leur champ d'action et en augmentant leur niveau de compétence, il en découlera naturellement des bénéfices tant pour les consommateurs québécois que pour l'ensemble de l'industrie financière.

Créer une approche de coopération-compétition présente toujours un défi de taille, chacun devant trouver son compte dans les initiatives proposées. Cette coopération permettrait une meilleure définition des préoccupations de l'industrie, une mise en commun des ressources, une veille des tendances et l'élaboration d'une vision stratégique.

De manière générale, les initiatives :

- intéresseraient plusieurs partenaires et plusieurs segments de marché pouvant tirer parti de nouvelles perspectives d'affaires;
- viseraient de nouvelles activités au Québec aussi bien que la pénétration des marchés extérieurs;
- seraient mises en place rapidement;
- auraient des effets quantifiables en matière d'emplois de qualité, d'activité économique et, surtout, de valeur ajoutée;
- se renforceraient mutuellement.

En collaboration avec CFI Montréal et Montréal International, **Finance Montréal** fera aussi la promotion de Montréal comme centre financier, notamment en y organisant des événements à caractère international. Des activités de formation professionnelle et de visibilité, comme des colloques ou des conférences, pourraient également être entreprises.

À la lumière de l'expérience d'autres centres financiers – notamment Toronto –, il s'agit d'une démarche qui se concrétisera sur plusieurs années. L'objectif de l'exercice n'est pas de multiplier les initiatives, mais de déterminer puis de mener à bien celles qui auront les meilleures chances d'avoir un effet positif sur l'industrie et la collectivité. D'ores et déjà, un certain nombre de thèmes devraient être isolés et examinés en priorité.

## Les ressources humaines

Dans l'industrie financière, la disponibilité de ressources humaines expertes dans leur domaine est le principal facteur de succès des entreprises et l'élément clé dans la localisation d'activités qui dépasseraient le simple marché local. Des propositions ayant un rôle structurant à cet égard apparaîtront certainement et elles feront appel à une étroite collaboration avec les établissements d'enseignement de haut savoir. Le choix des centres d'intérêt à privilégier s'appuiera sur les tendances actuelles et les perspectives de l'industrie, sur l'existant et sur les besoins des entreprises.

## Les produits dérivés

La présence à Montréal de la seule bourse canadienne de produits dérivés financiers est un puissant levier qui doit être consolidé et mieux exploité. Les marchés climatiques – gaz à effet de serre (GES) et autres – et la mise en place de chambres de compensation nationales et internationales pour les produits négociés hors cote sont des occasions d'affaires à court terme qu'il faut saisir.

## La gestion de fonds

Compte tenu de l'expertise en gestion de fonds déjà présente, des actifs confiés aux gestionnaires du Québec et de l'absence de barrières significatives dans cette branche, il faut certainement s'interroger sur les moyens à mettre en œuvre pour donner un nouvel élan à cette industrie.



Pour réussir dans sa mission, **Finance Montréal** pourra compter sur les moyens de ses membres de l'industrie, notamment sur leur apport en expertises variées et en créativité. **Finance Montréal** sollicitera aussi la contribution de ses partenaires, comme les autorités gouvernementales, les organismes de réglementation, les universités, les ordres professionnels et les nombreuses entreprises de services qui gravitent autour du secteur et qui profitent tous d'un secteur financier dynamique.



Annexe 1 : les entreprises financières du Québec

	Au 31 mars		Variation	S. social au Qc
	2004	2009		
<b>Sociétés financières et représentants sous juridiction québécoise</b>				
Institutions de dépôt				
Coopératives de services financiers <sup>1</sup>	579	464	-20%	100%
Sociétés de fiducie et Sociétés d'épargne	45	45	0%	24%
Assurance de personnes				
Assureurs	130	117	-10%	21%
Cabinets, sociétés et représ. autonomes	8 892	8 324	-6%	99%
Représentants <sup>2</sup>	17 773	16 723	-6%	99%
Assurance de dommages				
Assureurs	180	186	3%	32%
Cabinets, sociétés et représ. autonomes	1 258	1 161	-8%	92%
Représentants	9 312	11 070	19%	99%
Expertise en règlement de sinistres				
Cabinets, sociétés et représ. autonomes	238	221	-7%	84%
Représentants	2 310	2 749	19%	97%
Planification financière				
Cabinets, sociétés et représ. autonomes	996	1 174	18%	97%
Représentants	3 792	4 810	27%	99%
Courtage de plein exercice				
Courtiers	126	138	10%	23%
Représentants	5 391	9 266	72%	47%
Courtage en épargne collective				
Cabinets	98	85	-13%	51%
Représentants	21 123	23 491	11%	94%
Conseillers en valeurs mobilières				
Conseillers	176	262	49%	44%
Représentants	697	1 299	86%	47%
Total des représentants inscrits <sup>3</sup>	<b>53 863</b>			
1) Les caisses locales Desjardins sont considérées comme étant des entités distinctes.				
2) Selon la province de résidence				
3) Tient compte des permis multiples. Par exemple, l'assurance et le courtage.				
Note : y compris les filiales et employés des institutions sous juridiction fédérale se livrant à des activités qui relèvent de l'AMF au Québec.				
<b>Source</b> : Rapport annuel AMF, 2009 et compilation spéciale				

## Annexe 2 : le secteur financier de Montréal

